

Interview de la députée LFI Raquel Garrido à la Marche contre les violences sexistes et sexuelles du 19 novembre 2022.



Des dizaines de milliers de manifestant.e.s battaient le pavé, ce samedi 19 novembre contre les violences sexistes et sexuelles. La manifestation organisée par NousToutes. avait déjà eu lieu l'an passé, et les auteurs de ces lignes s'y étaient rendus, marchant de la place de la République jusqu'à Bastille parmi les 80 000 personnes.

La manifestation de cette année comptait, outre des syndicats comme la CGT ou des cortèges en « mixité choisie sans hommes cisgenres » plusieurs élus. Ainsi, nous avons croisé au détour d'un boulevard Raquel Garrido, députée La France Insoumise (LFI) et compagne d'Alexis Corbière lui aussi siégeant à l'Assemblée nationale.

Ce fut l'occasion d'une interview improvisée que nous retranscrivons ici .

Pourquoi êtes-vous là aujourd'hui, qu'est-ce qui vous a motivée à venir dans cette manifestation ? On ne croise pas beaucoup d'élus !

Alors en fait c'est une illusion d'optique parce que les élus étaient à l'arrière, donc ils sont tous là-bas mais moi j'ai manqué de patience, j'en ai eu marre de poireauter sur la place de la République : mais je ne suis pas la seule dans ce cortège !

Je suis là parce que la société ne se transformera pas si le mouvement féministe et les femmes ne le revendiquent pas. Il faut qu'on se bouge, qu'on mette la pression car on connaît la réalité, on connaît le nombre de femmes qui sont tuées par leurs conjoints, leurs ex, on sait ça, on sait combien d'argent il faut mettre pour qu'il y ait par exemple un meilleur accueil dans les commissariats, qu'on puisse loger rapidement les femmes qui sont victimes de violences familiales mais le gouvernement ne met pas l'argent : c'est pour ça qu'il faut être là.

Il y a vraiment besoin que la société se transforme et manifester est un point de départ important.

J'allais vous demander quelles mesures concrètes mettre en place, mais vous avez déjà anticipé : que proposez-vous d'autre ?

Il y a une chose importante : les femmes doivent pouvoir se mettre à l'abri des violences et il faut qu'elles en aient les moyens économiques. D'une façon générale les femmes doivent être respectées, leur travail doit l'être également. Et quand on voit les différences de salaires dans les entreprises ou lorsque l'on voit que certaines professions ne comptent presque que des femmes, on voit là tout le mépris de la société vis-à-vis des femmes. Il y a des métiers, comme les AESH (les personnes accompagnant les élèves en difficulté à l'école) où les dames, car ce sont à 99 % des femmes, sont payées 700 euros par mois. On ne peut pas vivre avec 700 euros par mois : l'Education nationale le sait mais ne résout pas le problème. C'est un grave mépris vis-à-vis de ces femmes là et on voit bien là que la question sociale, la question des salaires est très centrale dans la lutte pour les femmes.

Vous étiez déjà présente l'année dernière. Les choses ont-elles changé depuis et si oui, en quoi ?

Le chiffre des femmes victimes de féminicides ne donne pas l'impression que les choses ont changé car il est vraiment alarmant. Cela dit, dans le débat d'idées les choses avancent et à la rentrée, dans les différents partis politiques, il y a eu des scandales sur la façon dont certains hommes politiques traitaient les femmes et ça a mis tout le monde au pied du mur : ces partis ont dû se positionner pour faire avancer les choses.

Est-ce que plus de femmes dans la politique pourrait aider à avoir une meilleure représentation, une meilleure visibilité ? Oui, c'est sûr que plus il y a de femmes dans des situations de pouvoir, moins la question de leur légitimité à être là est posée.

Quand on est une femme c'est très difficile d'entrer en politique : même quand on y arrive on sent une pression, une tension. Par exemple l'extrême-droite, notamment les « zemmouriens » sont actuellement très hostiles sur les réseaux sociaux avec des figures qui lancent des raids de cyberharcèlement en permanence. Ce ne sont pas des raids sur des désaccords de fond. Mon cas est un bon exemple : ils s'attaquent à mon corps, mon poids, mes sous-vêtements, ils m'inventent une vie sexuelle... Et ça on ne le vit que lorsque l'on est une femme politique, on ne le vit pas quand on est un homme. Des adversaires viennent en permanence sexualiser le corps des femmes, et tenir bon face à ça, c'est dur.

Il y a encore du chemin à faire mais le fait de le dénoncer est déjà un premier pas !

Adrien Quatennens a avoué avoir giflé sa femme : va-t-il démissionner de son poste de député, être sanctionné...

Je ne suis pas favorable à ce qu'il démissionne : il a été élu sur un programme et les gens de sa circonscription ont démocratiquement le droit à être représentés par un Insoumis.

En revanche il a été mis de côté de sa fonction de coordinateur du mouvement [La France Insoumise] et il y a actuellement un débat dans la société mené par les féministes et certains hommes politiques : doit-il revenir à l'Assemblée ? Je trouve que c'est un débat intéressant car il fait avancer la cause. Il y a quelque chose de banal dans les violences intrafamiliales et d'avoir une personnalité aussi médiatique prise dans ce genre de contexte peut servir pour toute la société à condition que lui verbalise la chose à un moment donné et dise quel est son cheminement. Pour l'instant on n'en est pas là car il y a une procédure judiciaire dans laquelle il doit se défendre ; donc pour l'instant c'est compliqué pour lui de parler de tout ça.

Cet épisode est dramatique mais banal : on en a parlé car il était connu mais il y a des milliers et des milliers de situations comme ça. Il faut que ça s'arrête.

*Propos recueillis par Victor Marciniszyn, Côme Rubellin, Mansur Zairkhanov (T05 SED),
Dimitri Chemin (T10).*